

<div id="shareButtons"> <div> </div> </div> <div style="text-align: justify;" />Les forces de sécurité égyptiennes ont lancé la semaine dernière des raids armés sans précédent contre une série d'organisations réputées de défense des droits de la personne et de défense de la démocratie, dont la section du Caire de Freedom House, qui est membre de l'IFEX, selon ce que rapportent l'Institut du Caire pour les études sur les droits de la personne (Cairo Institute for Human Rights Studies, CIHRS), l'Organisation égyptienne de défense des droits de la personne (Egyptian Organization for Human Rights, EOHR), le Réseau arabe d'information sur les droits de la personne (Arabic Network of Human Rights Information, ANHRI) et Freedom House.

 <p> </p> </div> <div style="text-align: justify;"> <p>Freedom House a immédiatement condamné ces raids du 28 décembre, affirmant qu'ils sont pires que ce qui se produisait sous l'ancien dictateur de l'Égypte, Hosni Moubarak.

 « Les raids... représentent une escalade inouïe de la répression, que n'avait pas connue l'Égypte même sous le régime Moubarak », a déclaré David J. Kramer, président de Freedom House. « [Ils] constituent l'indication la plus claire à ce jour que le Conseil suprême des Forces armées [CSFA]... n'a pas l'intention de permettre l'instauration d'une démocratie authentique et qu'il tente d'imputer à la société civile son propre échec catastrophique à gérer de manière efficace la transition en Égypte », a dit Kramer.

 Parmi les groupes égyptiens qui ont reçu la visite des forces de sécurité se trouvent aussi le Centre arabe pour l'Indépendance de la Justice et des professions juridiques (Arab Center for Independence of Justice and Legal Professions, ACIJP) et l'Observatoire du budget et des droits de la personne (Budgetary and Human Rights Observatory), selon ce que rapportent l'ANHRI, le CIHRS et l'EOHR.

 Les trois groupes égyptiens membres de l'IFEX craignent qu'eux aussi ne soient visés dans les prochains jours par les dirigeants militaires du pays, parce qu'ils comptent parmi les groupes qui parlent le plus franchement de la défense des droits.

 D'après la Middle East News Agency, les forces de sécurité ont visé jusqu'à maintenant 17 groupes égyptiens et internationaux, dans le cadre d'une enquête intensive sur le financement étranger d'organisations de la société civile égyptienne et de groupes de défense des droits de la personne. Parmi les autres groupes visés on compte l'Institut National Démocratique, financé par le gouvernement des États-Unis - fondé par l'ancienne Secrétaire d'État Madeleine Albright - et l'International Republican Institute, dont le président est le sénateur républicain John McCain, selon ce que rapporte le « Guardian ». Ces deux organisations sont affiliées aux deux grands partis politiques des États-Unis.

 Lors des raids, la police antiémeute a détenu le personnel au secret et a confisqué les téléphones portables, les ordinateurs portables, des documents et de l'argent. Selon Freedom House, la descente effectuée dans ses locaux est survenue à peine trois jours après que le groupe eut tenté de s'enregistrer formellement.

 Ces actions arrivent dans le contexte d'« une campagne intensive de la part du gouvernement égyptien pour démanteler la société civile au moyen d'une campagne judiciaire d'inspiration politique visant à empêcher "le financement étranger illégal d'opérations de la

société civile en Égypte », dit Kramer. Ces derniers mois, le CSFA a accusé des organisations non gouvernementales locales de recevoir de l'argent de l'étranger, et a fait valoir que les troubles récents qui se sont produits dans le pays sont le fait de « mains étrangères ». Pourtant le CSFA reçoit lui-même 1,3 milliard de dollars annuellement des États-Unis, indique Freedom House. Selon les membres de l'IFEX, la loi utilisée pour poursuivre les groupes date du régime Moubarak, dont le gouvernement avait annoncé qu'il allait l'abolir. Depuis des années, les membres de l'IFEX basés en Égypte se battent pour faire abroger cette loi - et ont même ébauché un avant-projet de loi en vue de réglementer les organisations non gouvernementales. Lire les principaux énoncés de cet avant-projet

[ici](http://www.cihrs.org/?p=242&lang=en). La loi actuelle réglemente méticuleusement les activités, la gestion et les finances des organisations de la société civile, ce qui en facilite le harcèlement ou la fermeture sous un prétexte technique quelconque si les autorités les prennent en grippe. Comme les groupes de la société civile reçoivent peu de fonds de sources locales pour survivre, ils se tournent souvent vers les donateurs occidentaux ou vers l'ONU, dit le « Guardian ». Cela donne aux autorités un autre moyen de les contrôler, en bloquant les transferts d'argent en provenance de l'étranger, ou une excuse pour les réprimer - en prétendant qu'ils font partie d'un complot étranger visant à déstabiliser le pays, ajoute le « Guardian ».

Les raids des généraux égyptiens, apparemment enclins à jouer la carte du sentiment anti-américains et du nationalisme qui prédomine dans le pays, seront considérés comme fortement provocateurs à Washington. Freedom House invite l'administration Obama à revoir ses engagements au chapitre de l'aide. « Compte tenu de l'environnement fiscal actuel, les États-Unis ne doivent pas subventionner l'autoritarisme en Égypte tandis que le gouvernement égyptien empêche les ONG de mettre en œuvre la démocratie et des projets de défense des droits de la personne subventionnés par le contribuable américain », dit Charles Dunne, directeur des programmes sur le Moyen-Orient et l'Afrique de l'Est et du Nord à Freedom House.

Source: [IFEX](http://www.ifex.org/egypt/2012/01/04/ngos_raided/fr/)